

DECLARATION POLITIQUE DE LA RESISTANCE CONGOLAISE

Création du « Conseil National de la Résistance Congolaise » (CNRC)

Nous, patriotes résistants congolais, leaders d'opinion, des groupes de pression et des mouvements politiques et sociaux, librement et consciemment engagés dans le combat contre toutes les forces et toutes les formes d'occupation et de balkanisation du Congo – Kinshasa sous couvert des pseudos rebellions depuis son accession à l'indépendance suivie de l'élimination physique du premier Premier Ministre P.E. Lumumba. Ce phénomène a pris une allure exponentielle depuis 1996 qui, selon les estimations de certaines ONG de défense des droits de l'homme œuvrant sur le terrain, ont coûté la vie à des millions des Congolaises et Congolais.

Réunis ce jour en conclave à Bruxelles en Belgique, suite à la volonté exprimée par les résistants congolais présents lors de la journée des résistants du 10 juin 2017 organisée à Bruxelles par l'APARECO, en vue de réfléchir sur les voies et moyens de fédérer nos forces et nos moyens pour poursuivre efficacement le combat de libération de la République Démocratique du Congo ;

En raison notamment du fait que la RDC ne l'est que par le nom, l'Assemblée a décidé de remplacer cette appellation par le vocable "Congo-Kinshasa";

Considérant que des forces militaires étrangères occupent illégalement le territoire du Congo-Kinshasa (Le Congo actuel n'est ni une République ni une démocratie) depuis l'agression militaire du 19 octobre 1996 ;

Considérant que des nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par ces forces étrangères d'occupation et de balkanisation depuis plus de 20 ans demeurent impunis malgré plusieurs rapports accablants de l'ONU et des ONG internationales de défense de droits de l'homme présentes sur le terrain des crimes ;

Considérant l'utilisation du viol comme arme de guerre, particulièrement les viols des femmes congolaises, tous âges confondus, y compris même des fillettes, voire des bébés de 4 semaines, viols accompagnés souvent des destructions sauvages des parties génitales des victimes, révélant ainsi l'intention manifeste des criminels de détruire l'identité congolaise et de réduire drastiquement la croissance démographique du peuple congolais, particulièrement dans les provinces de l'Est du Congo – Kinshasa , la

destruction qui se poursuit actuellement à l'est du Congo, du Congo-central et du Kasai, qui font justement l'objet de la cupidité et la convoitise des agresseurs et occupants rwandais et ougandais;

Considérant la politique de la destruction de l'identité congolaise et du dépeuplement appliquée par le Rwanda dans les provinces de l'Est du Congo – Kinshasa , consistant à l'élimination systématiquement des chefs coutumiers congolais et à chasser les peuples autochtones congolais (plus de 2 millions) de leurs terres ancestrales pour les remplacer par des faux chefs coutumiers rwandais et des populations allochtones venues du Rwanda, et cela sous le regard indifférent de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation du Congo – Kinshasa (MONUSCO), la plus coûteuse de l'histoire de l'ONU,

Considérant le pillage des minerais et des ressources naturelles situés dans les régions du Kivu et de l'Ituri, devenus propriétés des multinationales par le Rwanda et l'Ouganda interposés par la force des armes, au point que ces deux pays agresseurs sont devenus exportateurs des minerais dont ils ne disposent pas sur leurs sols ; que par le vol organisé des minerais congolais, ces pays possèdent aujourd'hui des grands sièges commerciaux et des grandes usines de traitement des minerais congolais sur leurs territoires respectifs, et ce, avec la complicité avérée des certaines multinationales occidentales ;

Considérant que le processus d'anéantissement du Congo-Kinshasa n'aurait été possible sans la présence au sommet de l'Etat congolais d'un imposteur rwandais, ancien officier de l'armée patriotique rwandaise (APR), en la personne de Hyppolite Kanambe, alias «Joseph Kabila» ; en complicité avec certains congolais; qu'en effet, comme «cheval de Troie», ce dernier a permis que le Rwanda parvienne à contrôler toutes les institutions du pays, l'armée nationale, la police, les services de sécurité civiles et militaires, les circuits économiques, commerciaux et financiers ;

Considérant que le processus de décomposition du pays s'est rependu dans toutes les régions, menaçant l'unité et l'intégrité du pays, et l'Etat congolais dans son existence ;

Qu'il en est de même des puissances occidentales, lesquelles continuent à fermer les yeux sur les vraies causes du drame congolais préférant plutôt distraire et endormir le peuple congolais et sa classe politique en lui

proposant des simulacres des solutions basées sur le dialogue et l'organisation des élections, sachant bien que ces propositions ne produiront aucun résultat concret ;

Qu'il échet de rappeler que plusieurs dialogues, concertations, rencontres et conférences ont été organisés ; que des accords politiques et de paix ont été conclus, mais aucune de ces solutions n'a donné un résultat palpable pour la paix, la sécurité et la stabilité du Congo – Kinshasa , ni améliorer les conditions d'existence du peuple congolais ;

Considérant que ces solutions sont des simples placebos incapables de guérir la vraie maladie dont souffre réellement le Congo–Kinshasa, c'est-à-dire, sa domination par le Rwanda mais non pas un quelconque déficit de la démocratie ;

Qu'à l'instar d'autres peuples du monde, face à la menace contre notre identité, à une occupation ou à une domination étrangère, il existe aucune autre alternative que celle de la lutte comme ce fut par exemple le cas des Français qui suspendirent la «République» pendant toute la période de la seconde guerre mondiale. Car un peuple assujéti n'a jamais utilisé la voie des élections pour se libérer de ses oppresseurs;

Considérant la démission générale de la classe politique congolaise de sa responsabilité à lutter pour la consolidation de l'identité congolaise, la sauvegarde de la souveraineté nationale, la défense de l'intégrité du territoire national, la dignité et le bien-être du peuple congolais ;
Vue l'urgence ;

Décidons de :

1. Transcender nos divisions internes, nos ambitions personnelles et nos vieilles querelles intestines pour privilégier uniquement les intérêts supérieurs du Congo-Kinshasa ;
2. Placer le pays au-dessus des individus, des partis et des mouvements politiques, et de renoncer par conséquent à la course égoïste au pouvoir et à l'argent en rejetant, à ce niveau de la crise congolaise, les simulacres des négociations politiques et des prétendus débats démocratiques dont l'objectif final ne vise que la distraction du peuple congolais, la recherche effrénée du gain immédiat et du pouvoir par

des hommes politiques et cela, au détriment des intérêts vitaux du peuple congolais ;

3. Nous engager corps et âmes au seul véritable combat contre toutes les forces et toutes les formes d'aliénation et d'occupation de notre pays en recourant aux méthodes utilisées dans la palabre africaine en vue de lancer, déjà, ici et maintenant, les bases d'une solide démocratie populaire, d'une justice équitable et d'un gouvernement privilégiant l'implication des communautés locales dans l'administration de la chose publique ;
4. Promouvoir dorénavant un leadership collectif et un cadre approprié pour unir et coordonner toutes les énergies, stratégies et potentialités dont regorgent les Résistants congolais de la diaspora et de l'intérieur du pays, en vue de créer une synergie nationale devant conduire à la réappropriation de notre mémoire collective , à l'éveil de conscience du peuple congolais et à son engagement politique pour la libération totale du Congo-Kinshasa;

Pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, les Résistants congolais réunis en conclave ont décidé de créer, ce 12 Août 2017 à Bruxelles en Belgique, le «*Conseil National de la Résistance congolaise* » (*CNRC en abrégé*). Cet organe constitue désormais le front populaire, le cadre d'union, de concertation et d'expression du combat des Résistants congolais de l'intérieur et de l'extérieur du Congo-Kinshasa. Le « *CNRC* » fonctionne sur base des principes de «collégialité», d'«intégrité», de «solidarité » et du «respect absolu des idéaux de la libération», dont les règles sont définies par le Règlement d'ordre intérieur dûment signé par tous les membres du « *CNRC* ».

Pour des raisons évidentes de sécurité et d'efficacité, les identités des membres civils et militaires du « *CNRC* » opérant à l'intérieur du Congo – Kinshasa sont frappées du sceau du secret. Par conséquent, leur gestion est entourée de toutes les précautions d'usage.

Le Conseil National de la Résistance Congolaise est dirigé par un «COMITE DE COORDINATION**» composé d'autant des membres qu'il y a des mouvements, associations, “partis politiques” et personnalités signataires de la présente déclaration.**

Le Comité de coordination désignera en son sein un coordonnateur, primus inter pares, et un porte-parole du « CNRC ».

Il y a lieu de préciser que les deux fonctions, à exercer d'une manière collégiale, sont rotatives et renouvelables une fois tous les six mois entre les membres du Conseil de coordination.

Pour atteindre les objectifs principaux et multidimensionnels du combat de la Résistance, l'Assemblée Générale du « **CNRC** » a décidé, à l'unanimité, de placer cet organe sous **un pilotage stratégique** d'une personne qui sera désignée par le comité de coordination en son sein.

En effet, les membres du « **CNRC** » ont fait confiance à la maîtrise des vrais paradigmes de la crise congolaise dont « il » ou « elle » a fait preuve de courage, de sérieux, de constance, d'assiduité durant plus des deux décennies que durent l'occupation et le processus de balkanisation du Congo – Kinshasa.

Pour ce faire, « il » ou « elle » devra désormais, en tant que “chargé du pilotage stratégique” de la Résistance, se placer au-delà des clivages politiques, jouer le rôle de fédérateur(trice), d'unificateur(trice), et de porte-étendard du combat de tous les Résistants congolais pour les conduire à la victoire et à la libération du Congo – Kinshasa.

Le Conseil National de la Résistance Congolaise reste ouvert à tous ceux qui partagent les mêmes idéaux.

Fait à Bruxelles, le 12 Août 2017

Signés par les membres du « CNRC » ci-dessous ayant participé au Conclave :

**LIPEDC
BDK/BUNDU DIA KONGO
CCDP
CONGO LIBRE
CONGO LIBRE
CONGO PAX
CRC/UK
COMMUNAUTE CONGOLAISE-UK**

**FCRP/FRONT CIVIL DE RESISTANCE POPULAIRE
GASA/GROUPE D'ACTION POUR LA SANTE EN AFRIQUE
Groupe de réflexion SECTION-7: APARECO/UK
MD/MOUVEMENT DES DEMOCRATES
RENAISSANCE DU CONGO
RDC/RESISTANCE DU CONGO/MPDC
UDPS/FONDAMENTAUX
CCUK
CODIC
MNC/LUMUMBA
PERSONNALITES INDEPENDANTES
APARECO**

Source : <http://www.info-apareco.com/2017/08/13/photos-video-communique-fin-du-conclave-des-resistants-et-naissance-du-conseil-national-de-la-resistance-congolaise/>